

Gabarit de mémoire pour une politique de la réussite éducative

Instructions

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport souhaite connaître vos idées innovantes pour que vous contribuiez à définir l'école de demain. Pour soutenir votre rédaction, vous pouvez consulter le document de consultation ou encore sa synthèse qui présente les trois axes suivants :

1. L'atteinte du plein potentiel de tous les élèves;
2. Un contexte propice au développement, à l'apprentissage et à la réussite;
3. Des acteurs et des partenaires mobilisés autour de la réussite.

À cette fin, le présent gabarit suggère un texte d'une longueur maximale de 10 à 12 pages, de police Times New Roman 12. Des annexes peuvent être jointes au mémoire si désiré et elles ne seront pas comptées dans le nombre maximal de pages. Il n'est pas obligatoire de remplir toutes les sections proposées.

N'oubliez pas de soumettre votre mémoire avant la date limite de dépôt, soit le 14 novembre 2016.

Renseignements généraux	
Nom :	Lévesque
Prénom :	Sylvie
Titre :	M. <input type="checkbox"/> M ^{me} <input checked="" type="checkbox"/> Directrice générale
Organisme (si applicable) :	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)
Description de l'organisme (si applicable) :	La FAFMRQ est un organisme de défense collective des droits fondé en 1974. Sa mission est l'amélioration des conditions de vie des familles monoparentale et recomposées. La Fédération regroupe une quarantaine d'organismes membres à travers le Québec.
Numéro de téléphone :	(514) 729-6666
Adresse courriel : (Nous pourrions communiquer avec vous, au besoin.)	fafmrq.info@videotron.ca

Axe I : L'atteinte du plein potentiel de tous les élèves

Thème 1 : Une intervention dès la petite enfance

Nul ne saurait remettre en cause que le fait de bénéficier de conditions de vie optimales pendant la petite enfance est déterminant pour le développement global des enfants. Le problème, c'est que des dizaines de milliers de familles au Québec n'arrivent pas à couvrir leurs besoins de base parce que leurs revenus sont inférieurs à la mesure du panier de consommation (MPC). On aura beau développer les stratégies d'intervention les plus sophistiquées auprès des jeunes enfants, elles auront peu d'effets si on accepte que certains d'entre eux vivent dans des conditions déplorables parce que leurs parents ne disposent pas de revenus suffisants. C'est le cas des familles assistées sociales, dont les prestations sont nettement insuffisantes, mais également d'un nombre grandissant de familles où l'un ou les deux parents occupent un emploi précaire ou à bas salaire. Selon une récente étude de l'INRS, « les parents seuls âgés de moins de 30 ans - qui sont en majorité des femmes - constituent le groupe le plus à risque de se retrouver dans le groupe des travailleurs pauvres. Ils forment 38 % des travailleurs pauvres de la région de Montréal. Mais au global, plus de la moitié (55 %) des travailleurs pauvres ont des enfants à charge »¹.

À propos des services de garde

Plusieurs des pistes d'action de cette section réfèrent aux **services éducatifs à l'enfance**. La FAFMRQ a toujours revendiqué le maintien et le développement d'un réseau public et universel des services de garde, tant pour favoriser l'autonomie économique des jeunes mères, que pour permettre aux enfants d'avoir accès à un milieu favorisant les apprentissages. Jusqu'à tout récemment, les familles québécoises pouvaient bénéficier d'un tel réseau, mais avec la modulation des tarifs des services de garde, cet accès est sérieusement menacé. Notre Fédération a dénoncé, à plusieurs reprises, la fin de l'universalité des services de garde à contribution réduite et démontré les effets néfastes sur l'autonomie économique des femmes ayant de jeunes enfants². De plus, il s'agit ni plus ni moins, d'une « **taxe famille** » qu'on impose aux jeunes ménages qui ont des enfants d'âge préscolaire. Depuis janvier 2016, pour les familles dont les revenus se situent entre 75 820 \$ et 158 820 \$, la facture des frais de garde est passée de 7,55 \$ par jour à des montants pouvant varier entre 8,25 \$ et 20,70 \$ par jour.

Ainsi, comme c'est le revenu familial qui est pris en compte dans le calcul des frais de garde, pour les femmes dont le revenu du conjoint est au-delà d'un certain seuil, le montant des frais de garde serait prohibitif, rendant beaucoup moins avantageux pour elles d'occuper un emploi, particulièrement s'il s'agit d'un emploi à temps partiel. Rappelons qu'en dépit des progrès sociaux qui ont permis aux femmes d'investir massivement le marché du travail, il existe encore un écart important entre la rémunération des femmes et celle des hommes. Cette atteinte directe à l'autonomie économique des jeunes mères

¹ « Forte hausse du nombre de travailleurs pauvres à Montréal », Katia Gagnon, *La Presse*, le 15 octobre 2016. <http://www.lapresse.ca/actualites/201610/14/01-5030718-forte-hausse-du-nombre-de-travailleurs-pauvres-a-montreal.php>

² Voir à ce sujet le mémoire de la FAFMRQ sur le projet de loi 28 : « Modulation des tarifs des services de garde : une menace à l'autonomie économique des femmes ! », Février 2015. <http://www.fafmrq.org/wp-content/uploads/2015/02/MemFAFMRQ-PL28final.pdf>

pourrait également les rendre beaucoup plus vulnérables au moment d'une rupture. En effet, les femmes qui ont été retirées du marché du travail pendant plusieurs années pour s'occuper d'un ou plusieurs enfants présentent beaucoup plus de risques de se retrouver à l'aide sociale au moment d'une séparation que si elles sont demeurées actives.

La FAFMRQ est également très préoccupée par le développement actuel de places en garderies privées non subventionnées au détriment des places en CPE. En effet, si on se fie aux chiffres du ministère de la Famille, le nombre de places en garderies privées non subventionnées est passé de 1620 en mars 2003 à 48 128 en juin 2014, une augmentation de plus de 2971%! En comparaison, au cours de la même période, le nombre de places en CPE a connu une croissance beaucoup plus modeste, seulement 38%, passant de 63 339 à 87 214. Pourtant, la qualité des services de garde dispensés dans le réseau public a été maintes fois démontrée. D'abord, le réseau des centres de la petite enfance est régi par des normes de haut niveau, ce qui n'est pas nécessairement le cas dans les garderies privées non subventionnées. La qualité de formation des éducatrices joue également un rôle important. Dans le réseau public, une éducatrice doit être formée, reconnue et encadrée, ce qui n'est pas obligatoire dans les garderies privées non subventionnées. De plus, les CPE, en privilégiant un mode de fonctionnement démocratique, sont de véritables lieux d'exercice de la citoyenneté, permettant aux parents utilisateurs d'être partie prenante des décisions qui les concernent, ce qui est rarement le cas dans les garderies à but lucratif. Or, dans la perspective où on cherche à favoriser la réussite scolaire des élèves, et que la « consolidation des interventions effectuées dans les services de garde éducatifs » fait partie des pistes d'action envisagées, n'est-il pas contreproductif de mettre à mal un réseau qui a pourtant fait ses preuves depuis près de 20 ans ?

À propos des maternelles 4 ans

Parmi les pistes d'action proposées, on retrouve également « **le déploiement de la maternelle 4 ans dans les milieux défavorisés** ». Notre Fédération s'est déjà prononcée sur l'implantation des maternelles 4 ans³ (voir également des extraits du mémoire de la FAFMRQ en Annexe I du présent document). Si le but est d'offrir un nouvel outil pour la réussite scolaire et un choix de plus pour les parents, pourquoi limiter les maternelles 4 ans aux seuls milieux défavorisés ? N'est-ce pas là un préjugé défavorable à l'endroit des familles à faible revenu ? Si les enfants qui vivent au sein de familles en situation de pauvreté ont de moins bons résultats scolaires que les autres, ne serait-il pas plus utile d'assurer, en premier lieu, la couverture de leurs besoins de base (nourriture, logement, vêtements, etc.) plutôt que d'investir dans de supers programmes d'interventions éducatives précoces ?

On semble sous-estimer grandement le stress vécu par des parents qui doivent composer, jour après jour, avec des conditions de grave précarité financière. Comme le démontrent les propos recueillis auprès de parents d'une de nos associations⁴ : « *Lorsque tu es préoccupé par toutes sortes de questions (survie économique, problèmes familiaux, etc.), c'est plus*

³ « Des maternelles 4 ans en milieux défavorisés : attentions aux dérives des programmes ciblés ! », FAFMRQ, Mai 2013. <http://www.fafmrq.org/wp-content/uploads/2014/04/2013MemMaternelles4ansPL23.pdf> (Voir aussi des extraits de ce mémoire en Annexe I du présent document.)

⁴ Voir l'ensemble des propos recueillis auprès de parents qui fréquentent les associations membres de la FAFMRQ en Annexe II du présent document.

difficile d'accompagner tes enfants. Lorsqu'on est parent, notre priorité, c'est nos enfants, mais ça n'est pas toujours facile d'être présente à eux quand on vit dans des conditions de vie difficiles (difficulté à se nourrir, à se loger convenablement, à habiller les enfants, etc.) ». D'autres parents sont également d'avis qu'il serait important de laisser le libre choix aux familles d'inscrire ou non leur enfant à une maternelle 4 ans et de bien évaluer l'impact de la maternelle sur des enfants de cet âge : *« 4 ans, c'est encore jeune et il est important de laisser les enfants vivre leur petite enfance avant leur entrée à l'école ».* On se questionne également sur la nécessité de ces maternelles alors qu'il existe déjà un réseau de CPE au Québec, dans lequel il faut continuer d'investir.

L'objectif visé par l'implantation de services de maternelle 4 ans en milieu défavorisé est de lutter contre le décrochage scolaire. Pourtant, toutes les études ne s'entendent pas sur les bénéfices de la scolarisation précoce. Selon certaines d'entre-elles, l'augmentation du temps de fréquentation scolaire n'aurait pas d'effet notable sur la performance des élèves. Une mère nous parle en ces termes de son expérience en lien avec les maternelles 4 ans : *« Mon plus vieux a fréquenté la maternelle 4 ans et il adorait ça partir en petit autobus scolaire jaune, avec son petit sac à dos. Il était fier... j'ai gardé des photos de ça. Il n'a pas fini son secondaire. Mon plus jeune, je l'ai gardé avec moi (il n'a pas fréquenté la maternelle 4 ans) et il est en train de finir son secondaire. »*

Une étude de 2005 qui visait à faire l'évaluation d'un programme national de maternelles en milieux défavorisés nous apprend ceci :

« Les résultats des analyses sur l'effet de la fréquentation scolaire à l'âge de quatre ans ne permettent pas de distinguer les groupes d'enfants selon leur condition de scolarisation. Ainsi, dans les milieux défavorisés, comparativement à ceux qui sont entrés à l'école à l'âge de cinq ans, les enfants qui ont commencé à l'âge de quatre ans n'apparaissent pas mieux préparés en première année du primaire. (...) aucune différence significative entre les résultats ajustés en mathématiques et en lecture-écriture n'est observée chez les élèves des milieux défavorisés qu'ils aient fréquenté la maternelle à plein temps ou à demi-temps. Des résultats similaires sont obtenus à la suite de l'analyse des variables reliées à l'adaptation sociale. Les enfants des milieux défavorisés inscrits au programme de maternelle à plein temps ne se distinguent pas de leurs pairs ayant fréquenté à demi-temps sur les variables suivantes : taux d'absentéisme, désignation comme élève avec troubles du comportement et recours aux services spécialisés. L'ensemble de ces résultats montre donc que la fréquentation à plein temps en comparaison avec la fréquentation à demi-temps, en milieu défavorisé, ne permet ni un rendement scolaire ni une meilleure adaptation sociale des élèves en première année. (...) En général, après trois ans d'implantation, il est plutôt observé un effet contraire : les enfants des milieux défavorisés inscrits à la maternelle plein temps ont des résultats plus faibles que leurs pairs des milieux non défavorisés. Enfin, nos résultats montrent que les enfants qui ont fréquenté l'école dès l'âge de quatre ans ont des caractéristiques scolaires similaires à celles des enfants qui ont commencé leur scolarisation seulement à l'âge de cinq ans. »⁵

On peut aussi se demander s'il y a véritablement lieu de s'inquiéter des résultats scolaires des jeunes Québécois(e)s puisque, selon les derniers résultats du Programme international

⁵ LAPOINTE, Pierre, Richard E. TREMBLAY & Martine HÉBERT, «Évaluation d'un programme national de maternelle en milieux défavorisés», *Canadian Journal of Education*, no 28, 2005, p. 615-637.

pour le suivi des acquis des élèves (PISA), « *le Québec se classe dans le peloton de tête en ce qui concerne les résultats en mathématiques, en sciences et en lecture. Plus remarquable encore... le Québec est au premier rang dans le monde francophone, devant la France, la Belgique et la Suisse* »⁶. Par ailleurs, le pays qui obtient la meilleure performance au PISA est la Finlande où l'âge d'entrée à l'école est 7 ans !

Thème 2 : Une réponse adaptée aux élèves ayant des besoins particuliers

Les élèves qui ont des besoins particuliers devraient recevoir des services professionnels en quantité suffisante. Or, ces dernières années, les vagues successives de coupures en éducation ont fait en sorte que de plus en plus d'élèves qui éprouvent des difficultés d'apprentissage sont laissés pour compte. Ce sont en effet plus de 265 postes de professionnels en éducation qui ont été coupés l'année dernière dans les 72 commissions scolaires du Québec⁷. Il est difficile de comprendre comment on compte fournir une « réponse adaptée aux élèves ayant des besoins particuliers » tout en appliquant des mesures d'austérité comme celles qu'on a vu déferler dans le financement des commissions scolaires !

Encore ici, des parents nous ont souligné un réel manque de ressources pour les enfants avec des difficultés d'apprentissage ou autres défis particuliers : « *Comme parent, on se sent peu soutenu; les processus sont longs avant que l'enfant obtienne du soutien et avant que l'école intervienne lorsqu'un enfant a des difficultés. C'est difficile comme parent... on se sent impuissant. Il est d'autant plus important qu'il y ait une bonne communication entre l'école et les parents. On a besoin de plus de professionnels dans les écoles et de personnes significatives qui vont créer des liens avec l'enfant et sa famille.* »

Une mère dont plusieurs enfants ont des besoins particuliers témoigne : « *J'ai un jeune en secondaire II qui a un déficit d'attention avec dysorthographe sévère. À chaque rentrée scolaire, je dois faire mes démarches moi-même pour que les nouveaux professeurs sachent qu'il a un plan d'intervention. J'ai aussi une jeune en secondaire I qui a un déficit d'attention. Les deux auraient le droit à 1/3 de plus de temps et il y a des profs qui ne veulent pas l'appliquer disant qu'ils n'étaient pas au courant (direction ne les avaient pas encore avisés). Ils n'ont pas vraiment d'aide à l'intérieur de l'école. Je trouve cela difficile de devoir toujours me battre pour faire comprendre mon point.* »

La même mère nous confie également ceci : « *Voilà déjà deux ans, une fondation m'a approchée pour m'offrir des cours de rattrapage pour mes enfants qui ont des difficultés. J'ai accepté avec plaisir car au primaire il y a l'orthopédagogue, psychoéducatrice, psychologue, l'aide aux devoirs,... La fondation offre à chacun de mes enfants deux périodes de deux heures de cours de rattrapage en français, mathématiques, histoire, géographie,... Et le tout gratuitement.* » Bien sûr, ce témoignage nous démontre la gratitude de ce parent en retour des services reçus pour ses enfants... Cependant, il est pour le moins questionnant que ces services doivent être fournis par une fondation privée plutôt que par l'école elle-même!

Quant à la possibilité de favoriser l'intégration des élèves ayant des besoins particuliers

⁶ Collectif signé par 17 universitaires québécois, *Le Devoir*, «Résultats du Québec au PISA – soyons fiers de notre système d'éducation!», 13 décembre 2010.

⁷ <http://www.ledevoir.com/societe/education/440408/suppression-de-250-postes-professionnels-de-l-education>

dans les classes régulières, il faudrait d'abord s'assurer de la capacité des enseignant(e)s à en assumer la charge. Si l'intégration peut être bénéfique dans certains cas, elle est vouée à l'échec si on n'accorde pas les ressources et l'encadrement nécessaires aux élèves concernés. Or, c'est bien loin d'être le cas en ce moment...

Thème 3 : Un accompagnement tout au long du parcours scolaire

Dans ce chapitre, on retrouve encore une fois la notion d'intervention auprès des élèves « à risque ». « *Il faut être encore plus attentif auprès des élèves cumulant des facteurs de risque sur les plans personnel, familial, scolaire et social* », peut-on lire en page 12 du document de consultation. L'idée de « créer dans les écoles des équipes multidisciplinaires responsables de la réussite des élèves » est excellente, mais pourquoi cibler seulement une catégorie d'élèves plutôt que l'ensemble ? Ici, on ne parle pas nommément d'élèves provenant de milieux défavorisés, mais on peut aisément deviner que ce sont eux qui cumulent les facteurs de risque. Il y a encore ici un risque de stigmatisation qu'il faudrait éviter.

Pour ce qui est de créer l'obligation de fréquenter l'école jusqu'à 18 ans ou à l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification, cela nous apparaît assez peu probant comme moyen de prévenir le décrochage. On ferait mieux de créer des milieux scolaires stimulants et de les doter de ressources suffisantes pour répondre aux besoins des élèves.

Recommandations

- **Sauvegarder le réseau public des services de garde**
- **Que le gouvernement mette fin à la modulation des tarifs de services de garde, qui constitue une véritable « taxe famille », et qu'il rétablisse l'universalité.**
- Que le réseau des services de garde soit adapté de façon à mieux répondre aux besoins de garde atypiques qu'entraînent la réalité actuelle du marché de travail et que la gestion des listes d'attente soient assouplies de façon à éviter les chevauchements possibles entre l'entrée en garderie et le congé parental.
- Que le développement de places dans le réseau public des CPE soit priorisé avant celui des places en garderies privées.
- **Maternelles 4 ans**
- **Afin d'éviter la stigmatisation des enfants et des familles à faible revenu, que le déploiement de maternelles 4 ans se fasse de façon universelle plutôt que de viser uniquement les milieux défavorisés.**
- Que la fréquentation scolaire pour les enfants de 4 ans demeure optionnelle, peu importe le milieu d'origine.
- Qu'on s'assure de l'adéquation de la formation des enseignant(e)s et du milieu scolaire dans sa capacité de répondre aux besoins des enfants de 4 ans, de façon à respecter leur niveau de développement.
- **Financer adéquatement l'école publique**
- Que le gouvernement du Québec investisse de façon cohérente et substantielle en éducation et consente toutes les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires au développement d'un système public de qualité, universel, accessible et gratuit.

Axe II : Un contexte propice au développement, à l'apprentissage et à la réussite

Thème 1 : L'importance de la littératie et de la numératie

On entend souvent parler dans les médias que le taux d'analphabétisme a atteint des niveaux affolants ces dernières années. Certaines études avancent même que jusqu'à 53% des Québécois(e)s éprouveraient des difficultés à comprendre un texte écrit. Il s'agit là d'une atteinte majeure à la démocratie et à la capacité des personnes d'exercer pleinement leur citoyenneté. Ceci a notamment pour effet de maintenir et d'accentuer les inégalités sociales : *« Le problème des faibles capacités de lecture n'est pas seulement une question de scolarité ni une question privée ou individuelle. Il agit également comme indicateur des inégalités sociales et économiques plus profondes qui caractérisent la société contemporaine. Étant donné que l'amélioration des capacités de lecture seule ne résoudra pas les inégalités systémiques, les politiques conçues pour régler les problèmes d'analphabétisme ne produiront qu'un effet limité à moins qu'elles ne s'attaquent sérieusement à l'insécurité économique et aux autres inégalités⁸. »*

Un article paru récemment dans le *Journal de Montréal*⁹ faisait état d'un nombre important de jeunes analphabètes fonctionnels pourtant détenteurs d'un certificat d'études du ministère de l'Éducation. Selon les groupes qui travaillent en alphabétisation populaire, il s'agit d'un problème qui va en grandissant puisque de plus en plus de jeunes viennent cogner à leurs portes. Or, cette réalité est d'autant plus inquiétante quand on considère les impacts d'un faible taux d'alphabétisation sur les personnes et sur la société. Comme le souligne le Réseau de lutte à l'analphabétisme : *« les adultes peu ou pas alphabétisés risquent davantage de déclarer des problèmes de santé, ont moins accès à de la formation continue, éprouvent plus de difficultés à s'insérer et à se maintenir en emploi, touchent des revenus plus bas et sont davantage à risque de vivre du chômage à long terme que leurs concitoyens et concitoyennes plus alphabétisés. Leurs enfants ont également plus de chance de se retrouver dans la même situation. (...) Bien que les conséquences de l'analphabétisme se fassent sentir d'abord et avant tout dans la vie des individus peu ou pas alphabétisés et de leur famille, les coûts engendrés par ces difficultés rejaillissent sur l'ensemble de la société. Au Québec, les coûts relatifs à l'analphabétisme sont estimés annuellement à plus de 7 milliards de dollars canadiens, soit 2% de son produit intérieur brut (PIB) (World Literacy Foundation, 2015, p. 8)¹⁰ »*

Un groupe de parents qui fréquente un organisme membre de la FAFMRQ qui fait de l'alphabétisation, a voulu rappeler l'importance de financer les groupes comme le leur : *« Le Fablier est comme une deuxième famille et une porte d'entrée pour l'école. Le travail d'éveil à l'écrit, de soutien du parent dans son rôle d'éducateur est primordial ! L'alphabétisation familiale devrait être mieux reconnue et financée. »*

⁸ SHALLA, Vivian et Grant SCHELLENBERG. (1998). Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes. La valeur des mots: alphabétisme et sécurité économique au Canada, Ottawa, Ministère de l'Industrie, p. 54, cités dans Jean-François Venne, Analyse de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA), Montréal, RGPAQ, 2006, p. 76.

⁹ « Le Québec décerne des diplômes bidons », Daphnée Dion-Vien, *Journal de Montréal*, 3 octobre 2016.

<http://www.journaldemontreal.com/2016/10/02/le-quebec-decerne-des-diplomes-bidons>

¹⁰ Pour une stratégie nationale de lutte à l'analphabétisme. Plateforme du Réseau de lutte à l'analphabétisme, printemps 2016, pp. 7-8. <http://lutteanalphabetisme.ca/wp-content/uploads/2016/05/Plateforme-Réseau-de-lutte-à-lanalphabétisme-VFc.pdf>

En effet, il existe 129 groupes populaires en alphabétisation au Québec et ces organismes font un travail essentiel : « *En plus de répondre aux besoins d'alphabétisation des adultes, les groupes populaires agissent afin d'améliorer les conditions de vie de ces derniers. Ils tentent non seulement d'offrir des réponses aux multiples problèmes vécus par leurs participantes et participants, mais également ils posent des gestes visant l'amélioration à plus grande échelle des conditions dans lesquelles vivent les adultes peu alphabétisés. Malheureusement, vu le manque de ressources, les groupes doivent trop souvent faire des choix déchirants, choix qui se font, soit au détriment des participantes et participants, soit au détriment des travailleuses et travailleurs.* »¹¹

Thème 3 : Une préparation adéquate à la transition au marché du travail ou aux études supérieures

Dans cette section, nous aimerions aborder la question de l'accessibilité aux études pour les responsables de famille monoparentale. Bien que ce soit de moins en moins le cas, certaines jeunes femmes se retrouvent enceintes avant même d'avoir complété leurs études secondaires. Ainsi, l'accès aux études supérieures ou à une formation professionnelle qualifiante pour les responsables de familles monoparentales demeure un phénomène encore trop marginal aujourd'hui, d'une part parce qu'il est très difficile à la fois d'étudier et d'assumer seule des responsabilités familiales, mais également parce que les difficultés financières rencontrées ont vite fait d'en décourager plusieurs. La FAFMRQ croit que les enjeux d'une véritable accessibilité aux études reposent principalement sur deux principes : le maintien des frais de scolarité au niveau le plus bas possible, tant au collégial qu'à l'université, et une aide financière aux études permettant une couverture véritable des frais de subsistance ainsi qu'un endettement minimal.

Le Programme de prêts et bourses actuel, malgré les améliorations qui y ont été apportées au cours des dernières années, demeure davantage adapté aux étudiants en formation initiale qu'aux besoins particuliers des responsables de famille monoparentale. Trop souvent, l'aide accordée ne suffit pas à couvrir les frais de subsistance et s'avère même parfois inférieure aux montants des prestations d'aide sociale. De plus, la pension alimentaire pour enfant est calculée comme un revenu par le programme d'aide financière aux études (à l'exception de 1200 \$ par année par enfant), ce qui a pour effet de réduire considérablement le montant de l'aide accordée. D'autres revenus sont également considérés comme un revenu, comme la rente d'orphelin et la rente de conjoint survivant.

Recommandations

➤ En matière d'alphabétisation populaire...

- Que le ministère de l'Éducation du Québec accorde un financement supplémentaire de 9,2 M\$ aux groupes populaires en alphabétisation via le *Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation* (PACTE), afin de répondre aux besoins actuels et que les subventions accordées soient indexées annuellement.

¹¹ Site Web du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) : <http://www.rgpaq.qc.ca/dossiers.php?id=7>

La FAFMRQ appuie également les revendications du **Réseau de lutte à l'analphabétisme**¹² visant l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte à l'analphabétisme. S'appuyant sur une vision globale et cohérente, une telle stratégie devra agir sur plusieurs fronts afin de lutter efficacement contre l'analphabétisme. Elle devra notamment :

- s'inscrire dans une perspective de justice sociale et de droit à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie;
- tenir compte de la réalité des personnes peu ou pas alphabétisées et de leur famille;
- identifier les causes structurelles de l'analphabétisme et permettre de s'y attaquer;
- contribuer à la réduction de l'analphabétisme et de ses conséquences;
- permettre la mise en œuvre de mesures structurantes et d'actions multisectorielles et multidimensionnelles soutenues et à long terme;
- interpeller l'ensemble des acteurs gouvernementaux et de la société civile concernés par cette lutte;
- permettre les collaborations et les partenariats entre les acteurs (gouvernementaux et sociaux).

➤ **Améliorer l'accès aux études et à la formation pour les responsables de familles monoparentales**

- Que le gouvernement modifie le règlement de l'aide financière aux études qui pénalise dans la catégorie «autres revenus», les parents-étudiants qui reçoivent des rentes de conjoint survivant, d'orphelin et ceux qui reçoivent une pension alimentaire pour enfant.
- Que ces montants ne soient plus considérés comme un revenu dans le calcul de l'aide financière aux études accordée.
- Que le gel des frais de scolarité et des frais obligatoires soit maintenu, tant au niveau collégial qu'au niveau universitaire.
- Que des montants suffisants soient alloués afin de permettre une couverture complète des frais de garde de jour, de soir et de fin de semaine, et ce, tout au long de l'année.
- Que l'aide financière accordée corresponde aux coûts réels des frais de subsistance reliés à la vie étudiante et permette un endettement minimal.
- Que les établissements d'enseignement soient fortement incités à mettre en place des politiques et mesures visant à mieux répondre aux besoins spécifiques des parents-étudiants et des responsables de famille monoparentale (arrangements académiques pour raison familiale, halte-garderie, aide financière d'urgence, etc.).

¹² Pour une stratégie nationale de lutte à l'analphabétisme. Plateforme du Réseau de lutte à l'analphabétisme, printemps 2016. <http://lutteanalphabetisme.ca/wp-content/uploads/2016/05/Plateforme-Réseau-de-lutte-à-lanalphabétisme-VFc.pdf>

Axe III : Des acteurs et des partenaires mobilisés autour de la réussite

Thème 1 : L'engagement parental

Avoir des enfants, en prendre soin au quotidien et les éduquer pour qu'ils deviennent des adultes heureux et responsables est à la fois la chose la plus importante et la plus délicate qui soit. Le fait d'assumer seul des responsabilités familiales et d'avoir à le faire avec des ressources financières limitées apporte son lot de défis additionnels. Or, bien que le nombre de familles monoparentales ait grimpé substantiellement au cours des dernières décennies, elles sont malheureusement encore la cible de nombreux préjugés. Par exemple, dans certains milieux, on avance que les enfants qui grandissent dans ce type de familles sont plus à risque que d'autres de développer des comportements antisociaux. Malheureusement, les facteurs retenus pour expliquer ces comportements déviants se résument trop souvent à faire porter la responsabilité des problèmes sur les jeunes et leur famille sans questionner les inégalités sociales et économiques qui jouent pourtant un rôle fondamental dans les possibilités de développement des enfants. D'ailleurs, le vocabulaire utilisé pour décrire les familles sur lesquelles on veut intervenir est évocateur : on parle de populations «vulnérables», de familles «à risque», on prétend même vouloir empêcher «la transmission intergénérationnelle de la pauvreté», comme s'il s'agissait d'une maladie!

C'est donc avec une certaine indignation que la FAFMRQ a lu le passage suivant à la page 12 du document de consultation : *« La recherche démontre que le contexte socioéconomique propre au milieu familial de l'élève exerce une influence sur sa persévérance et sa réussite scolaires. Dans les familles de milieux défavorisés, les jeunes sont plus susceptibles de vivre des relations difficiles avec leurs parents, d'être privés d'une supervision parentale adéquate et d'être exposés à divers problèmes de santé. La probabilité de réussite est alors plus faible en raison de la prépondérance de facteurs tels que la pauvreté, le déficit de capital culturel et la sous-scolarisation des parents. »* Ce genre de postulat, en plus de perpétuer des préjugés défavorables sur les familles à faible revenu, ne tient absolument pas compte des causes systémiques à l'origine de la pauvreté et ne questionne aucunement les inégalités sociales. Comment peut-on, dans un même souffle, prétendre vouloir « valoriser davantage le rôle des parents comme premiers éducateurs de leur enfant » et ne rien proposer pour améliorer les conditions socioéconomiques des familles en situation de pauvreté ? Comment reconnaître que « la pauvreté, le déficit de capital culturel et la sous-scolarisation des parents » sont des facteurs pouvant nuire à la réussite éducative et mettre de l'avant des mesures d'austérité qui affectent justement les plus pauvres ? Il est passablement plus facile d'accompagner son enfant dans son parcours scolaire quand on n'a pas à vivre le stress quotidien de la pauvreté. En tenant de tels propos, on se fait que stigmatiser encore davantage les enfants qui vivent au sein de ces familles.

L'approche positiviste, sur laquelle reposent les principaux modèles de prévention précoce au Québec, tend à évacuer trop rapidement la dimension politique des problèmes sociaux et à ignorer la multiplicité des solutions possibles. Comme le souligne Michel Parazelli, de l'École de travail social de l'UQAM : *« Le fondement positiviste de ces approches les conduit logiquement à imposer leurs "vérités" aux individus sans considérer le débat démocratique sur les choix normatifs d'une société comme une nécessité. Leur regard positiviste cultive une croyance selon laquelle la vérité scientifique sur la connaissance du*

réel résulterait du choix de la “Bonne Méthode” de recherche empirique ou expérimentale. Ce point de vue scientifique est celui du dogme qui ne reconnaît pas la valeur démocratique de la pluralité des interprétations sur le devenir humain (des faits observés), bref des différences politiques dans la compréhension du monde et de ce qui devrait être. L’occultation du politique fait en sorte de transformer les droits en besoins et les inégalités sociales en déterminants de la santé (le droit résiderait seulement dans l’accès aux services standardisés de protection).»¹³

À nouveau, des parents témoignent de leur expérience dans leurs relations avec l’école : *« C’est une priorité pour nous d’être présentes dans le cheminement de notre enfant, mais on se sent parfois impuissantes pour aider à cause, par exemple, des changements dans les programmes éducatifs (ce qu’on a appris étant jeunes est modifié et c’est difficile d’aider nos enfants comme parents). L’attitude du personnel peut varier d’une personne à l’autre : certains professeurs sont très ouverts à la participation des parents, tandis que d’autres ne le sont pas du tout. Lorsqu’on a vécu des problématiques et difficultés scolaires étant jeunes, on est plus craintif comme parent parce qu’on ne veut pas que nos enfants vivent les mêmes difficultés. »* Rappelons par ailleurs que les enfants qui connaissent des difficultés d’apprentissages ne proviennent pas exclusivement de milieux défavorisés. De même, plusieurs parents de classe moyenne ou aisée se disent incapables d’aider leurs enfants à faire leurs devoirs puisque les méthodes d’enseignement ne sont plus du tout les mêmes qu’au moment où eux-mêmes fréquentaient l’école.

Thème 2 : L’appui des partenaires et de la communauté

Les organismes communautaires

Concernant l’appui des partenaires et de la communauté, nous aimerions ici souligner l’importance de la contribution des organismes communautaires. Les coupures dans les programmes sociaux et les services publics font en sorte que de plus en plus de gens se rendent dans les organismes communautaires pour y chercher de l’aide, ce qui alourdit encore plus la tâche des travailleuses et des travailleurs, qui étaient pourtant déjà à bout de souffle ! Le travail essentiel fait au quotidien par les organismes communautaires, dont ceux qui accueillent les familles monoparentales et recomposées, doit impérativement être reconnu et financé adéquatement ! Avec une moyenne de financement annuel d’environ 65 000 \$, les associations membres de la FAFMRQ (qui reçoivent leur financement du ministère de la Famille) sont loin derrière leurs homologues du secteur de la santé et des services sociaux qui, pour leur part, avoisine les 130 000 \$ par année.

Freiner la privatisation de la lutte à la pauvreté

À l’instar de plusieurs acteurs des milieux communautaire, syndical et universitaire, notre Fédération est de plus en plus préoccupée par le désengagement de l’État au profit de la place de la philanthropie dans le domaine du social et de la lutte à la pauvreté. Comme le souligne Maxim Fortin, doctorant en science politique à l’Université Laval, le recours grandissant à la philanthropie dans le domaine du social soulève des enjeux démocratiques

¹³ Michel Parazelli, « La prévention précoce. Vers une biologie de la pauvreté. », in *Bulletin de liaison de la FAFMRQ*, Vol. 33, no. 2, octobre 2008.

en plus de ne disposer aucunement des inégalités sociales : «(...) ce qui devrait le plus attirer notre attention, c'est le lien évident entre la croissance de la philanthropie et la croissance des inégalités sociales. La philanthropie, particulièrement la grande philanthropie privée des élites, se développe là où il y a concentration de richesses et concentration du capital. Loin d'agir dans une logique de redistribution, l'action philanthropique renonce à s'attaquer à cette inégalité, aux sources de celle-ci, allant même jusqu'à la justifier, la considérer comme nécessaire. (...) La philanthropie renforce également une forme d'inégalité devant l'impôt. Tandis que les particuliers de la classe moyenne et des classes populaires se voient de plus en plus taxés et imposés en raison d'une soi-disant crise des finances publiques, les philanthropes bénéficient d'un véritable régime de privilèges en matière fiscale.»¹⁴

Le gouvernement du Québec étudie présentement la possibilité de recourir à des «obligations à impact social» pour financer des projets visant les populations vulnérables. Le nouveau *Projet impact collectif* (PIC), annoncé en octobre 2015, en est un exemple. Ce consortium regroupant des fondations privées, sous l'égide de Centraide, vise des investissements de 17 millions \$ sur 5 ans pour le développement social dans des quartiers défavorisés de Montréal. Avec de ce type d'initiatives, l'État n'est-il pas en train d'abandonner sa mission de régulateur des politiques sociales au profit d'intérêts privés? Quand des familles doivent recourir à des fondations privées pour payer des fournitures scolaires ou pour recevoir des services professionnels pour leurs enfants en difficultés d'apprentissage, ne sommes-nous pas en train d'assister à une véritable privatisation de la lutte à la pauvreté?

Recommandations

➤ Améliorer de la capacité financière des personnes par...

- Le rehaussement des protections publiques pour assurer à tou(te)s un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation (MPC), soit 17 246 \$ par année (2013).
- La fixation du salaire minimum à 15 \$ de l'heure et sa révision annuelle afin qu'une personne seule travaillant 35 heures par semaine sorte de la pauvreté.
- La réduction des inégalités socioéconomiques entre les plus pauvres et les plus riches.
- L'amélioration continue de l'accès, sans discrimination, à des services publics universels et de qualité.

➤ Financer adéquatement la mission des organismes d'action communautaire autonome

- Que le gouvernement du Québec reconnaisse le travail essentiel accompli par les organismes d'action communautaire autonome (dont ceux qui travaillent au quotidien avec les familles monoparentales et recomposées), et qu'il garantisse un financement adéquat de leur mission.

➤ Freiner la privatisation de la lutte à la pauvreté

- Qu'on tienne un véritable débat public sur les enjeux démocratiques que soulèvent le désengagement de l'État au profit de la philanthropie pour le financement d'initiatives à caractère social et, plus globalement, dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

¹⁴ <http://www.ledevoir.com/societe/ethique-et-religion/454764/sommet-2015-sur-la-culture-philanthropique-justice-sociale-et-philanthropie-une-relation-tendue>

Conclusion

Nul ne saurait remettre en cause l'importance que joue l'école dans le développement des enfants. Pourtant, le milieu scolaire a subi des coupures importantes au cours des dernières années, à tel point que des milliers de parents, accompagnés de leurs enfants, ont manifesté à maintes reprises contre les compressions budgétaires imposées par le gouvernement actuel au réseau de l'éducation. En 2015-2016, ce sont plus de 350 millions \$ de coupures qui ont été faites dans les services aux élèves (fin de la distribution de berlingots de lait, abolition des programmes orthopédagogiques, perte de services professionnels comme ceux d'une infirmière, etc.). Or, comment peut-on prétendre vouloir favoriser la réussite scolaire en sabrant ainsi dans des services aussi indispensables? Quand on sait que le taux de décrochage scolaire au Québec, entre 2009 et 2012, était le plus élevé au pays (10,6% comparativement à 8,1% au Canada), le financement dédié à l'éducation devrait être une priorité nationale! De plus, l'augmentation des tarifs des services de garde en milieu scolaire (ils sont passés à 8,15\$ en janvier 2016) fait en sorte que plusieurs familles à faible revenu n'ont pas les moyens de payer des montants aussi élevés. À ceci s'ajoutent la tarification des activités parascolaires et les couts élevés des fournitures scolaires.

Les témoignages qui suivent démontrent bien les difficultés financières éprouvées par certaines familles : *« J'ai souvent de la difficulté à payer les effets scolaires et ça fait un gros trou dans notre budget. Pour ce qui est des sorties ou des activités parascolaires, mon fils ne peut pas toutes les faire. Nous n'avons pas les moyens financiers de tout payer, en plus des services de garde à 170\$ par mois ». « Les activités et les sorties coutent beaucoup de sous, mais on ne veut pas pénaliser nos enfants. Ce n'est pas toujours facile à gérer! Le matériel scolaire demandé varie souvent d'une classe ou d'une année à l'autre : on veut que nos enfants aient du bon matériel, mais c'est beaucoup d'argent en début d'année. Pour certains parents, cette période est très difficile. » « Je suis maman à la maison de 4 enfants. Donc la rentrée scolaire est le temps le plus difficile de l'année. Les effets scolaires coutent au minimum 50\$ à 60\$ pour chaque enfant (j'ai reçu des cartes-cadeaux du Club Optimiste pour aider à les payer). »*

L'éducation primaire et secondaire est censée être gratuite au Québec. Or, comme le démontrent certains des témoignages recueillis auprès de parents qui fréquentent les associations membres de la FAFMRQ, non seulement les frais exigés pour le matériel scolaire, les activités parascolaires et les services de garde vont bien au-delà de la capacité de payer de certaines familles, mais comme on l'a vu pour certains services professionnels pour les enfants en difficulté d'apprentissage, ce sont souvent des fondations privées qui en assurent le financement. Cela est tout à fait inacceptable! Pourtant, l'article 40 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* garantit que « toute personne a droit à l'instruction publique et gratuite ». En relayant à des fondations privées la responsabilité de fournir des services éducatifs à l'ensemble des enfants du Québec, l'État manque cruellement à sa responsabilité d'assurer le respect de ce droit.

ANNEXES

ANNEXE I : Extraits du mémoire « Des maternelles 4 ans en milieux défavorisés : attentions aux dérives des programmes ciblés ! », FAFMRQ, Mai 2013.

Les effets indésirables de la stigmatisation

Même si les intentions à la base des mesures destinées aux enfants de milieux défavorisés peuvent paraître bonnes, elles n'en entraînent pas moins leur lot d'effets potentiellement indésirables sur les familles. Par exemple, on se demande pourquoi les familles assistées sociales n'ont pas davantage recours aux places qui leur sont réservées dans les CPE. Comme le souligne Marie-France Raynault, directrice de l'observatoire montréalais sur les inégalités sociales de la santé : *« Nous avons un très bon système actuellement au Québec. Le seul problème est que les enfants des milieux très défavorisés n'y vont pas pour trois raisons : des raisons culturelles, économiques et géographiques. Alors que le manque de places est criant, surtout dans les CPE, les enfants de parents qui sont prestataires de l'aide sociale ne sont pas toujours les bienvenus. Les places disponibles à proximité de leur maison sont souvent réservées pour des travailleurs de l'extérieur du quartier. Résultat, les familles à faible revenu utilisent moins régulièrement les services de garde. Les enfants y passent moins d'heures chaque semaine et y sont inscrits à un âge moins précoce que dans les familles aisées.¹⁵ »*

Bien que les causes exactes de ce recours peu fréquent aux services de garde de la part des familles assistées sociales demeurent peu documentées, on peut avancer l'hypothèse que ces parents, particulièrement les mères, sont peu enclins à fréquenter des milieux où elles se sentiront jugées défavorablement dans leurs compétences parentales. En effet, les divers intervenants (travailleurs sociaux, éducatrices, enseignantes, ...) ne sont pas imperméables aux préjugés sociaux et, de leur côté, les parents ne sont pas toujours suffisamment équipés pour faire valoir leurs droits et leurs points de vue. Si on devient parent par le simple fait de mettre au monde un enfant, il faut des années d'études pour devenir travailleur social, enseignant ou éducateur spécialisé. Il n'est donc pas étonnant que certains parents se sentent intimidés face à certains intervenants, d'autant plus que, comme les places en CPE destinées aux familles assistées sociales sont régies par des conditions spécifiques, elles sont facilement repérables.

Dans un texte publié en 2005, Renée B.-Dandurand fait ressortir que, dans nos sociétés actuelles, le « parentage » n'est plus seulement le fait des parents, mais qu'il est de plus en plus fragmenté et institutionnalisé, c'est-à-dire également le fait de divers intervenants (enseignants, travailleurs sociaux, professionnels de la santé, etc.). Dans ce contexte, la chercheuse parle de l'interface entre parents et intervenants de la façon suivante : *« (...) toutes les familles ne sont pas semblables du point de vue de leur insertion sociale. Elles disposent de ressources différentes (revenus, scolarité ou réseau social) qui déterminent des capacités inégales à faire valoir leurs intérêts et à se prémunir contre les tentatives des intervenants d'influencer ou de contrôler leurs actions de parentage. (...) du côté des intervenants en contact direct avec les parents, leurs actions de parentage*

¹⁵ Citée dans un article de Pascale Breton, « Les enfants pauvres ont moins accès aux places à 7\$ », in *La Presse*, 28 novembre 2011.

s'accompagnent forcément de la transmission (sinon de l'imposition) concomitante de valeurs, normes et règles de conduite fondées sur les savoirs institués et légitimés qui sont les leurs. (...) En outre, comme ces professionnels sont plus souvent issus des classes moyennes, ils tendent à accueillir plus favorablement les attitudes et comportements qui sont conformes aux valeurs et habitus reçus de leur famille d'origine. »¹⁶

On devrait donc s'assurer que les interventions destinées aux familles ne contribuent pas à stigmatiser encore davantage les enfants qu'elles prétendent vouloir aider, ni à renforcer un sentiment d'incompétence chez leurs parents (des mères dans la majorité des cas). Comme l'a souligné Céline Lemay, responsable du dossier périnatalité à l'Association pour la santé publique du Québec : *« Le règne des experts mène souvent à l'impression que la société est organisée entre ceux qui savent et qui donnent, et ceux qui ne savent pas et qui reçoivent. (...) L'estime de soi se développe lorsqu'on a la chance de donner ET de recevoir plutôt que de se cantonner seulement dans l'un ou l'autre. (...) il y a une énorme différence entre "veiller sur" le bien-être des familles et les "surveiller". »¹⁷*

De quels enfants parle-t-on au juste?

Cela dit, sur quels critères se fera la sélection des enfants qui seront invités à fréquenter une maternelle 4 ans? (...) Comme les familles assistées sociales sont peu enclines à fréquenter les services de garde éducatifs, est-ce que ce sont elles que l'on cherche à rejoindre en offrant les services de maternelle 4 ans à temps plein en priorité aux enfants issus des milieux les plus défavorisés? On peut le présumer... Comment au juste s'y prendra-t-on pour inciter les familles à envoyer leur enfant de 4 ans à la maternelle alors qu'elles sont déjà peu enclines à utiliser les services de garde?

Bien sûr, le fait que le service soit gratuit et à temps plein peut présenter un certain avantage sur une place en CPE. En effet, même pour les familles assistées sociales, il y aurait un gain puisqu'elles ne sont exemptées du paiement de la contribution réduite que deux jours et demie ou cinq demi-journées par semaine pour un maximum de 130 journées par année. Cependant, si les familles dont le ou les parents travaillent ou sont aux études sont également invitées à inscrire leur enfant à la maternelle 4 ans, l'économie pourrait être encore plus importante. Mais d'autres problèmes, notamment en matière de conciliation famille-travail-études pourraient se poser.

Pour une réponse adéquate aux besoins des enfants

La formation du personnel enseignant – Sans douter de la compétence et de la bonne volonté du personnel enseignant du primaire, on peut toutefois se questionner sur leur capacité véritable à accueillir, superviser et répondre aux besoins d'enfants de 4 ans. Comme le soulignait Nathalie Bigras (professeure au Département d'éducation et de pédagogie de l'UQAM) dans *Le Devoir* du 10 avril 2013 : *« Ce qu'on retrouve dans les formations universitaires, c'est entre 4 et 12 crédits (sur 120) qui sont consacrés à l'éducation préscolaire. (...) Là-dedans, ils voient la gestion des groupes, le programme, les fondements, mais ils n'ont pas le temps de voir les besoins développementaux des enfants de cinq ans, encore moins de quatre ans »*. Ainsi, quels mécanismes seront mis en

¹⁶ B.-Dandurand, Renée, *Parentage multiple et partition des responsabilités*, in «Familles en mouvance: quels enjeux éthiques?», Presses de l'Université de Montréal, Collection Culture & Société, 2005, pp. 234-235.

¹⁷ Lemay, Céline, «Dans ressource, il y a source.», in *Périscoop*, Vol. 9, no. 1, avril 2005.

place pour s'assurer que les enseignant(e)s qui se verront assigner les classes de maternelle 4 ans recevront une formation adéquate?

Le ratio adulte/enfants – En plus de la formation des enseignant(e)s, le ratio adulte/enfants apparaît également préoccupant. Dans les maternelles 4 ans, on parle de classes de 18 enfants pour un(e) enseignant(e) alors que, dans les CPE, le ratio est deux éducatrices pour le même nombre d'enfants de cet âge. Or, les besoins d'encadrement et de supervision de jeunes enfants sont nécessairement plus importants que ceux d'enfants plus matures, d'autant plus qu'entre 4 et 5 ans, les changements développementaux sont importants. De plus, si la qualité de la relation entre l'adulte responsable et les enfants est importante à tous les âges, elle est encore plus déterminante pour le développement des jeunes enfants. Comment s'assurera-t-on de créer et de conserver des interactions de qualité avec tous les enfants qui fréquenteront les maternelles 4 ans?

Une autre de nos préoccupations concerne l'encadrement des repas du midi. En CPE, les repas sont fournis, alors qu'en milieu scolaire, les enfants arrivent généralement avec une boîte à lunch. Le ratio adulte/enfants pour les services de garde en milieu scolaire lors de la supervision du diner peut varier de un adulte pour 35 enfants à un adulte pour 60 enfants. Si on prend pour acquis que certains enfants de 4 ans pourraient éprouver des difficultés à gérer seul leur boîte à lunch, le personnel chargé de surveiller les repas sera-t-il en mesure de leur prêter assistance tout en assurant une supervision adéquate aux autres enfants?

La conciliation famille-travail-études – Si les services de maternelle 4 ans sont également offerts aux enfants dont les parents occupent un emploi ou sont aux études, on doit donc tenir compte des problèmes de conciliation famille-travail-études qui pourraient survenir. On sait que, contrairement aux CPE, les écoles sont soumises à un calendrier qui prévoit un certain nombre de journées pédagogiques pendant l'année, ainsi qu'une semaine de relâche scolaire. Les parents qui ont des enfants d'âge scolaire doivent déjà composer avec ce genre de conflits d'horaire, mais plus les enfants sont jeunes, plus il est difficile de trouver des aménagements adéquats. Si certains milieux de travail permettent que leurs employé(e)s viennent au travail avec leur enfant, d'autres employeurs sont moins accommodants. Par ailleurs, un enfant de 8 ans qu'on devra amener au travail sera passablement plus facile à superviser qu'un enfant de 4 ans. On peut aussi se demander où ces enfants se retrouveront pendant les mois d'été. Si certains camps de jour offrent des services aux enfants de 4 ans, ils ne sont pas disponibles dans toutes les régions du Québec. Quelles mesures entend-on mettre en place afin de faciliter la conciliation famille-travail-études pour les parents qui occupent un emploi ou qui sont aux études?

ANNEXE II : Témoignages recueillis auprès de familles qui fréquentent les associations membres de la FAFMRQ

En vue de nous alimenter pour la rédaction notre mémoire, nous avons fait circuler un court sondage au sein de nos associations membres. Nous tenons d'ailleurs à remercier chaleureusement tous les parents qui ont pris le temps de nous faire parvenir leurs témoignages, réflexions, commentaires et recommandations! Voici quelques extraits choisis des témoignages recueillis auprès des parents...

Sur les maternelles 4 ans

Importance du libre choix des familles (ne pas sentir de pression à inscrire son enfant au maternelle 4 ans. Nécessité de faire une évaluation durant l'année pour voir l'impact de la maternelle 4 ans chez l'enfant et de bien connaître les besoins de l'enfant. Il existe déjà le réseau des CPE et le programme Passe-Partout qu'il faut continuer d'investir. 4 ans, c'est encore jeune et il est important de laisser les enfants vivre leur enfance avant l'entrée à l'école. /

Mon enfant n'a pas encore l'âge pour cela (2 ans). Je pense que je regarderais bien les études en cours concernant le rendement réel des maternelles à 4 ans, par rapport au développement de l'enfant. Par ailleurs, je sais que c'est entre 4 et 6 ans que le cerveau est en grande phase de développement et de maturation, entre autres les capacités de concentration. À ce stade, l'enfant n'est pas encore prêt dans toutes les sphères de son développement pour débiter un apprentissage soutenu. Personnellement, je pense que ma fille, à son service de garde, bénéficie des outils et programmes adaptés à son âge et à son rythme. Il serait plus adéquat de privilégier les enfants qui en ont le plus besoin et/ou qui n'ont jamais fréquenté un milieu de garde. C'est un concept à double tranchant. D'un côté, il serait bénéfique s'il est bien pensé et adapté à l'âge de l'enfant et à ses besoins. Si l'espace alloué prend en compte les besoins de mouvement, de liberté et de jeu de l'enfant. D'un autre côté, plane le risque d'enseigner, comme dans des classes d'écoles normales, de manière trop formelle et structurée, ainsi que le piège et les dangers de l'éducation axée sur la performance. Ce qui est vraiment désolant dans ce projet est qu'il gruge sur le financement des CPE et d'autres organismes œuvrant autour des familles. /

Mon plus vieux a fréquenté la maternelle 4 ans et il adorait ça partir en petit autobus scolaire jaune, avec son petit sac à dos. Il était fier... j'ai gardé des photos de ça. Il n'a pas fini son secondaire. Mon plus jeune, je l'ai gardé avec moi (il n'a pas fréquenté la maternelle 4 ans) et il est en train de finir son secondaire. /

Mes deux enfants ont fréquenté la maternelle 4 ans via le programme Passe-Partout (1/2 journée par semaine). Ça a été une expérience positive. /

Je trouve que les impacts des maternelles 4 ans sont négatifs, car les classes sont trop nombreuses. Il y a beaucoup de bruit et pas assez d'éducatrices pour le nombre d'enfants. En garderie, le groupe est plus petit et l'éducatrice a plus de temps pour bien s'occuper des enfants. /

Sur les élèves ayant des besoins particuliers

Manque de ressources pour les enfants avec des difficultés d'apprentissage ou autres défis particuliers. Importance d'un soutien personnalisé, continu et de qualité selon les besoins de l'enfant. Comme parent, on se sent peu soutenu; les processus sont longs à

l'école avant que l'enfant obtienne du soutien et avant que l'école intervienne lorsqu'un enfant a des difficultés. C'est difficile comme parent, on se sent impuissant. Importance d'une bonne communication entre l'école et les parents. Besoin de plus de professionnels dans les écoles et de personnes significatives qui vont créer des liens avec l'enfant et sa famille. /

J'ai un jeune en secondaire II qui a un déficit d'attention avec dysorthographe sévère. À chaque rentrée scolaire, je dois faire mes démarches moi-même pour que les nouveaux professeurs sachent qu'il a un plan d'intervention. J'ai aussi une jeune en secondaire I qui a un déficit d'attention. Les deux ont le droit à 1/3 de plus de temps et il y a des profs qui ne veulent pas l'appliquer disant qu'ils n'étaient pas au courant (direction ne les avaient pas encore avisés). Ils n'ont pas vraiment d'aide à l'intérieur de l'école. Je trouve cela difficile de devoir toujours me battre pour faire comprendre mon point. Voilà déjà deux ans, une fondation m'a approchée pour m'offrir des cours de rattrapage pour mes enfants qui ont des difficultés. J'ai accepté avec plaisir, car au primaire, il y a l'orthopédagogue, psychoéducatrice, psychologue, l'aide aux devoirs,... La fondation offre à mes enfants deux périodes de deux heures chacun de cours de rattrapage en français, mathématiques, histoire, géographie,... Et le tout gratuitement. Gratitude X 1000! /

J'ai un enfant bègue (bégaiement). Il a été diagnostiqué à 7 ans. L'école me refuse les services d'orthophonie (même pas d'être mis sur une liste d'attente) parce qu'ils disent que mon enfant n'est pas en échec scolaire. J'ai dû déboursier pendant 2 ans, à raison d'une rencontre par semaine, pour un suivi en privé à une heure de route de chez moi! C'est aberrant! /

J'ai une enfant qui a des besoins particuliers. Je n'ai jamais pu recevoir l'aide dont elle avait besoin parce qu'elle réussissait bien. Les autres passaient avant elle. /

Mon plus vieux a eu des difficultés d'apprentissage. Ils lui ont donné du Ritalin, il ne mangeait pas, il était maigre, maigre... J'ai jeté les pilules dans les poubelles! Mon autre enfant, ils ont dit qu'il avait des troubles de compréhensions, ils l'ont mis dans une classe spéciale avec cette étiquette et il a décroché. Je ne suis pas satisfaite des services offerts. Aux adultes, il n'y a pas d'étiquette, c'est mieux. Mon fils est rendu bon à l'école! /

J'en n'ai jamais parlé, mais j'ai souffert du TDAH. J'ai eu de très bons services. L'école m'a soutenue (psychoéducation). /

Sur les relations des parents avec les milieux scolaires

Je sais que mon rôle de parent est pris en compte au sein de mon école parce que mes enfants vont dans une école alternative où les parents ont une grande place. Les relations avec le personnel scolaire sont respectueuses à notre école, par contre, je ne pense pas que ce soit le cas dans toutes les écoles malheureusement. /

Important pour nous d'être présentes dans le cheminement de notre enfant. C'est une priorité, mais on se sent parfois impuissantes pour aider à cause, par exemple, des changements dans les programmes éducatifs (ce qu'on a appris étant jeunes est modifié et c'est difficile d'aider nos enfants comme parents). Certaines mentionnent qu'elles aimeraient s'impliquer au Conseil d'établissement lorsque leurs enfants iront à l'école mais elles entrevoient les rencontres de soir comme un obstacle à leur participation.

Important de connaître les différentes façons que les parents peuvent s'impliquer dans l'école et se sentir accueillis. L'attitude du personnel peut varier d'une personne à l'autre : certains professeurs sont très ouverts à la participation des parents tandis que d'autres ne le sont pas du tout. Lorsqu'on a vécu des problématiques et difficultés scolaires étant jeunes, on est plus craintif comme parent parce qu'on ne veut pas que nos enfants vivent les mêmes difficultés. La communication et l'ouverture des enseignants sont importantes dans les relations avec les parents. Comme parent, on souhaite que notre enfant puisse développer un lien de confiance avec le personnel scolaire. /

Lorsque mon enfant fréquentera l'école je ferai tout mon possible pour m'impliquer dans son école. Non seulement j'essaierai d'avoir de bon contact avec l'enseignant du moment et/ou le personnel scolaire en ce qui concernera mon enfant, mais aussi je pourrai donner un peu de mon temps pour participer aux activités qui nécessiteront l'aide des parents. /

Vive l'austérité! Vu les coupures qui touchent les services de garde, les enfants bénéficient, malheureusement, de moins en moins d'activités d'apprentissage et de sorties. Par conséquent, je me suis impliquée dans la garderie de ma fille (privée subventionnée). En plus d'être membre du comité des parents, je donne bénévolement des ateliers d'expression corporelle (théâtre) pour les 3 ans et plus. Je ne connais pas vraiment les besoins des écoles, ni leur niveau d'ouverture au bénévolat des parents, mais tant qu'on donne la possibilité d'offrir un service quelconque bénévolement, je le ferai. /

Mes 4 enfants vont dans des écoles Alternatives. Donc, nous nous engageons à faire du temps en classe pour aider. Soit en projet, en maths, en français, en éducation physique, en correction, ... Présente aussi dans les comités de toutes sortes, dans le conseil d'établissement ou les rencontres de profs. J'ai choisi une école pour pouvoir faire partie de la vie éducative de mes enfants, pour voir les progrès et améliorations de chacun d'eux et des enfants des autres. Nous nous engageons à faire nos heures en coéducation avec les professeurs et avec la direction. Je dirais que c'est moins évident au secondaire. Déjà 3 ans au secondaire et c'est très difficile de communiquer avec la direction qui semble moins ouverte d'esprit. /

Je suis impliquée dans le CE de l'école de mes enfants, membre de l'OPP et bénévole dans les activités de l'école. Mon rôle de parent est reconnu par le personnel et la relation est bonne. /

J'aime être bénévole pour les activités. J'ai été 3 ans bénévole à la bibliothèque et je surveille les diners depuis 1 an et deux mois. J'aimerais avoir plus de contacts d'information avec les enseignants. /

Nous sommes en lien avec le personnel de l'école pour notre plus vieux et le service de garde est excellent pour la communication. /

Je suis très impliquée pour mes trois enfants (au primaire et au secondaire). Comité de parents de l'école, bénévole aux sorties, présences aux assemblées générales, aux réunions de parents, etc. On n'a pas toujours l'impression que notre rôle de parent est suffisamment pris en compte. Parfois, les enseignants et la direction nous regardent de haut. Des réponses comme « je ne peux rien faire, mon prof est syndiqué » sont, pour moi, inacceptables. En général, il y a de bons enseignants. Malheureusement, certains d'entre eux auraient intérêt à changer de métier s'ils ne sont pas à leur place, car au lieu

de faire l'éducation de nos enfants, ils les démolissent. C'est triste quand un enfant en vient à détester l'école à cause d'un prof. /

Ce qui m'aiderait à m'impliquer à l'école c'est de sentir qu'on a un pouvoir afin de changer des choses. D'après les expériences dont j'ai entendu parler, c'est difficile. Il n'y a pas nécessairement une ouverture de la part de l'école. Parfois le suivi par certains professeurs n'est pas adéquat. Il y a un bel outil sur Internet mais il n'est pas assez utilisé. /

Je suis parent bénévole pour un projet scolaire d'entrepreneuriat. Nous organisons des levées de fonds pour le Relais pour la vie de la Société canadienne du cancer. J'ai été également bénévole au Club des petits déjeuners. Qui de mieux placé que le parent pour comprendre et aider son enfant? Nos enfants doivent se fondre dans la masse de l'école. Lorsqu'on leur explique les problématiques de nos enfants, telles que l'anxiété et l'agitation, les enseignants « prônent » énormément les « bienfaits » de la médication. /

Je ne suis pas impliquée à l'école de mes enfants parce que j'ai des problèmes d'anxiété. Je n'irais pas de toute façon. Je n'ai jamais eu de problèmes dans mes relations avec le personnel de l'école. Ils m'ont même remerciée pour mon écoute et mon appui à leurs interventions. /

Quand mon enfant a commencé l'école, je participais aux fêtes, j'assistais au plan d'intervention. J'ai pu rencontrer le prof en individuel et il m'a expliqué tous les exercices. Ce prof-là, je ne l'oublierai jamais! /

Je participe aux sorties comme bénévole, si j'ai du temps et des disponibilités. /

Je suis bénévole pour le Club des petits déjeuners. /

J'assiste aux assemblées générales et aux rencontres avec la professeure. Je participe aussi aux activités parents/enfants. Mon rôle de parent est pris en compte au sein de l'école. Je me sens écoutée, respectée et incluse. La porte de la directrice est toujours ouverte et il y a de la communication facilement par écrit avec des enseignants. /

Je me suis impliquée comme bénévole à l'école. J'ai participé à la campagne de financement, aux activités sportives, aux sorties, etc. Je trouve cependant que mon rôle de parent n'est pas assez considéré car j'ai un conflit avec certains professeurs qui m'empêche de m'impliquer. /

Sur les frais associés aux fournitures scolaires et aux activités parascolaires

C'est vrai qu'il y a beaucoup de frais à payer à l'école. Je suis très choyée de recevoir des bons d'achat pour les fournitures scolaires qui viennent du Club optimiste de ma région. Les parents du comité financement font de grands efforts pour nous offrir différentes campagnes pour financer la sortie classe-nature qui a lieu aux 2 ans. /

Il y a beaucoup de frais et même si on a la capacité de payer, ça revient vite et souvent! Les activités et sorties coûtent beaucoup de sous mais on ne veut pas pénaliser nos enfants. Ce n'est pas toujours facile à gérer! Le matériel scolaire demandé varie souvent d'une classe ou d'une année à l'autre: on veut que nos enfants aient du bon matériel pour commencer l'année mais c'est beaucoup d'argent en début d'année. Pour certains parents, cette période est très difficile (trou dans leur budget). /

Je sais que c'est utopique, mais je pense que les frais associés aux fournitures scolaires et aux activités parascolaires devraient être proportionnels aux revenus des parents. Afin que les plus démunis ne se retrouvent pas à chaque fois sur la marge. /

J'étais maman à la maison de 4 enfants. Donc, la rentrée scolaire se trouvait à être le temps le plus difficile de l'année. Des effets scolaires au minimum 50 à 60\$ chaque enfant. (je recevais des carte-cadeau du club optimiste pour aider à les payer). Choix d'école fait en conséquence du montant à payer au début d'année et non par choix de mon enfant. Donc enfant limité dû au montant à payer. 300\$ chaque jeune au secondaire (3) et ma petite dernière 85\$ en moyenne par année. Pour le matériel, je n'achète aucun luxe, juste la base. Aucun produits spécifiques mais l'important est de prendre du matériel efficace (bonne efface, bon crayon, bon taille crayon, ...) /

Au début de l'année scolaire, c'est un peu difficile de joindre les deux bouts au niveau budget! /

Nous trouvons très exagéré la quantité de matériel scolaire demandé, comme 12 crayons HB! Nous avons 4 enfants et nous n'achetons jamais les quantités exigées. /

Beaucoup de fournitures scolaires sont exigées et elles ne sont pas toutes utilisées. /

J'ai souvent eu de la difficulté à payer les effets scolaires qui marquent un gros trou dans notre budget. Pour ce qui est des sorties ou des activités parascolaires, les prix sont très élevés. Malheureusement, mon fils ne peut pas toutes les faire. Le service de garde à 170\$/mois, plus toutes les autres activités rendent nos moyens financiers encore plus à la baisse. /

Pour mon gars, c'est pas si pire... 200\$ pour sa concentration. Mais il y en a pour qui c'est beaucoup plus cher! /

Je suis parfois obligée de leur dire d'attendre avant que je puisse faire le paiement et ils m'accordent un délai. /

Ils ont des cahiers dans lesquels ils doivent écrire et ils ne sont même pas remplis à la fin de l'année (20\$ pour 3 pages!). Même les profs savent cela et le dénoncent. Les frais de garde sont également très chers. /

25\$ pour les activités parascolaires et on apprend que, finalement, ils n'en font pas. La facture augmente à chaque année! /

Il n'y avait plus de place à l'école la plus près de chez-nous, alors je suis obligée de payer des frais de garde. Quand on ajoute ça aux dépenses du loyer et de l'épicerie, ça fait beaucoup! /

Je n'envoyais pas mes enfants aux sorties. Je les gardais avec moi à la maison. /

J'ai reçu 20\$ de la Caisse Desjardins. Ça m'a un peu aidée. /

L'heure du diner est 4,75\$ par enfant, les activités lors des journées pédagogiques sont 32\$ et les activités parascolaires coutent 100\$ et plus! C'est beaucoup trop cher pour moi! /

Le matériel scolaire coute environ 100\$. Les livres de l'école entre 50\$ et 60\$ par année. Les activités pédagogiques varient entre 14\$ et 30\$ à chaque fois. C'est exorbitant comme montants! /

Sur la stigmatisation des enfants et des familles de milieux défavorisés

J'habite dans un quartier défavorisé et j'ai choisi que mes enfants fréquentent une école alternative entre autres pour ces raisons. Je sais qu'ils sont dans un milieu où ils sont mieux entourés que si ils fréquentaient l'école de quartier. /

Lorsque tu es préoccupée par toutes sortes de questions (survie économique, problèmes familiaux, etc.), c'est plus difficile d'accompagner tes enfants. Lorsqu'on est parent, notre priorité, c'est les enfants mais ce n'est pas toujours facile d'être présente à eux à l'école lorsqu'on vit dans des conditions de vie difficiles (difficulté à se nourrir, à se loger convenablement, à habiller les enfants, etc.). /

C'est révoltant de généraliser au point que la minorité devienne une conclusion de consultation. /

J'ai choisi d'être maman à la maison pour pouvoir voir mes enfants grandir et devenir des citoyens responsables et autonomes. Je voulais être au courant de tous les apprentissages que mes enfants étaient pour faire au cours des années. Nous sommes loin d'être riches, mais et j'étais et je suis une maman très impliquée au milieu scolaire. /

Je trouve ça déplorable que les jeunes doivent subir ces situations. On devrait essayer d'aider un peu plus les familles. /

Je crois que tous les milieux peuvent avoir des difficultés. /

En vieillissant, les enfants ont de plus en plus d'autres références que leur famille, d'autres modèles. Si les enseignants créent des liens significatifs avec eux, sont de bons modèles, sont respectueux et engagés et sonnent vrai avec leurs élèves, je crois qu'ils peuvent faire toute la différence. /

Il faut d'autant plus continuer à informer le parent que son rôle est important pour l'avenir de son enfant, l'outiller et l'aider dans son rôle parental. /

Mon fils de 8 ans, en 3^e année, a des difficultés d'apprentissage. Il est suivi en orthopédagogie 2-3 fois par semaine. C'est bien, mais je m'aperçois que plus les années passent, et plus grandes sont ses difficultés académiques. Comparer les enfants, les étiqueter et les stigmatiser, malheureusement, l'école d'aujourd'hui a tendance à faire ça. /

Moi j'étais monoparentale. Mes enfants ont vécu la violence conjugale, ils ont été perturbés à cause de cela. Ils étaient différents en partant des enfants dont les parents sont encore ensemble. Ils n'ont pas connu la stabilité. Ils ne l'ont pas eu facile et ça paraît dans leur comportement. Mais y'en a qui s'en sortent bien quand même. /

Moi je me considère dans un milieu aisé, on est allé à l'école longtemps et pour nous c'est important l'éducation. /

Je suis plus ou moins d'accord avec les études qui ciblent les enfants de milieux défavorisés. Nous visons tous avec des préoccupations. J'ai connu la grande pauvreté et je suis maintenant sur la barre de la classe moyenne et il n'y a pas une si grande incidence entre les deux. J'ai travaillé avec des jeunes de la rue qui venaient de toutes les classes sociales. /

Le fait d'être parent monoparental fait que c'est parfois difficile de tout gérer.

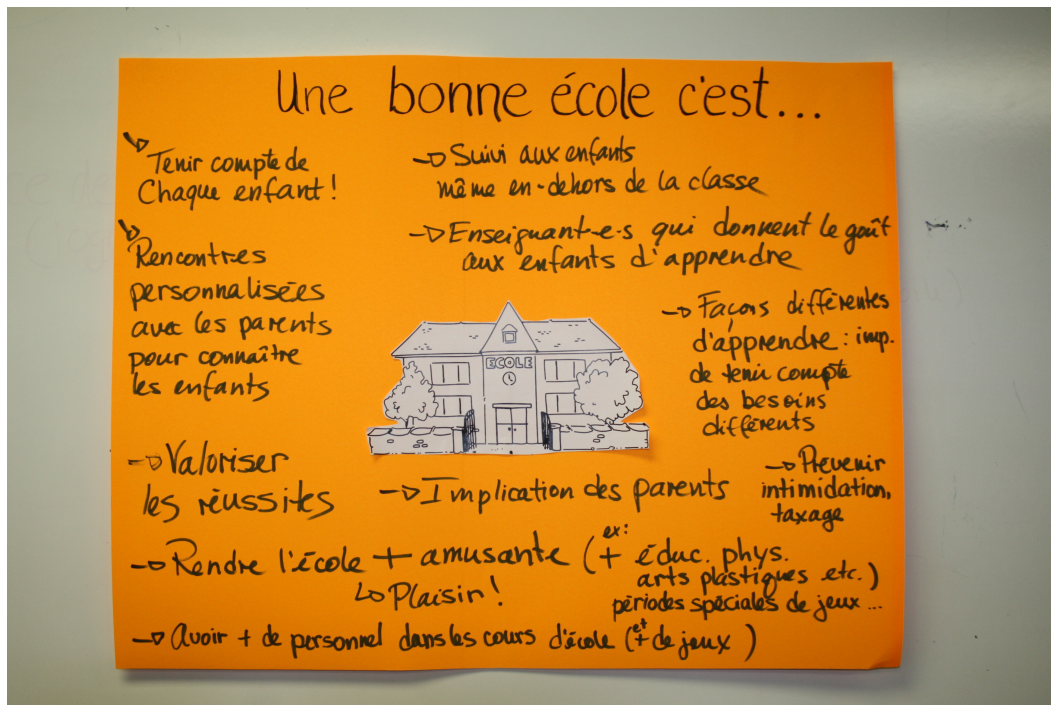
Quelques recommandations et commentaires que les parents aimeraient porter à l'attention du ministre de l'Éducation

Plus d'écoles alternatives devraient voir le jour pour répondre aux besoins des parents qui veulent s'impliquer auprès de l'école et de leurs enfants directement au sein de l'école. Les écoles dites « régulières » pourraient aussi s'ouvrir et faire plus de place pour que les parents fassent partie de la vie de l'école. Ce serait bénéfique pour tous les enfants de l'école selon moi. /

Au *Fablier*, on a posé la question aux participantes : « Si vous étiez Ministre, que feriez-vous? » et voici ce qui en ressort...

« Je serais plus à l'écoute de ce que les familles vivent avant de prendre des décisions et j'irais voir c'est quoi leur réalité sur le terrain... » « Je mettrais plus d'argent dans l'éducation (personnel, ressources, etc.) et essaierais que l'école soit équitable pour tous les enfants. » « Je rendrais l'école plus attrayante et je leur donnerais plus de moyens » « Une société pas éduquée, ça fait des jobines, de la pauvreté. L'éducation doit être une priorité, un pilier! » « Je mettrais plus d'argent, plus de profs à l'écoute des jeunes et des parents, plus de ressources pour les enfants à besoins particuliers, plus de professionnels dans les écoles, etc. » / Par ailleurs, les parents souhaitent dire au Ministre qu'il est important de reconnaître le travail fait au *Fablier* et de financer adéquatement sa mission. *Le Fablier* est comme « une deuxième famille et une porte d'entrée pour l'école » et le travail de prévention, d'éveil à l'écrit, de soutien du parent dans son rôle d'éducateur est primordial! L'alphabétisation familiale devrait être mieux reconnue et financée!

Enfin, dans un exercice, les parents ont réfléchi à ce qu'est une bonne école pour eux et ils ont ressortis les éléments suivants : une école inclusive qui tient compte de chaque enfant, peu importe son milieu socioéconomique; une école qui prévoit des rencontres personnalisées avec les parents pour connaître les enfants; une école qui valorise les réussites; une école qui assure une stabilité au niveau du personnel pour l'établissement du lien de confiance; une école plus amusante avec des activités qui donnent le goût d'apprendre; une école avec plus de personnel et de suivi des enfants (en classe et en-dehors des classes ex : cour d'école); une école qui implique les parents; une école avec des enseignant-e-s qui donnent le goût aux enfants d'apprendre; une école qui propose différentes façons d'apprendre afin de tenir compte des besoins différents des enfants; une école qui prévient et intervient sur l'intimidation. / Il faut plus de services pour les enfants qui ont des besoins particuliers. /



Une bonne école selon les parents du *Fablier*, une histoire de famille.

Je recommanderais au ministre de l'Éducation et de la Famille de porter attention à l'écart qui se situe entre les façons d'intervenir en petite enfance et celui de l'école. Cela pourrait peut-être réduire par exemple le nombre de diagnostics d'enfants avec des problèmes de comportements faits dès les premiers mois de l'année scolaire. Il pourrait aussi prolonger les heures de classe en laissant plus de blocs de 10 à 15 minutes entre deux activités éducatives, surtout au primaire, afin que les enfants puissent bouger d'avantages. Ceci pourrait leur permettre d'être plus attentif par la suite. /

Privilégier la maternelle 4 ans pour ceux qui en ont vraiment besoin, pour les enfants vulnérables atteints de certains troubles ou qui n'ont jamais connu de structure, formatrice, d'apprentissage. Tous les services à la famille sont nécessaires, compresser dans l'un pour investir dans un autre ou pour créer de nouveaux projets, cela est tel que s'amputer d'un bras par petits bouts. Intervenir également auprès des familles, les soutenir et leur offrir des services appropriés à leur besoins et situation. On ne règle pas les problèmes et difficultés des enfants vulnérables simplement en les envoyant à l'école juste pour les éduquer, alors qu'ils ont d'autres grosses carences dans leur milieu de vie, au sein de leurs familles. Alors qu'ils sont fragiles affectivement, psychologiquement, socialement et voir physiquement. Tous les services à la famille devraient être indissociables pour un équilibre sain de l'enfant. Prendre en compte tous les aspects de son développement, de sa santé physique et psychologique, son bien-être, son intégration dans la société et sa qualité de vie sous tous les angles, tout en agissant sur son milieu de vie et son environnement familial. /

L'école d'aujourd'hui est faite pour les enfants d'hier. Adapter le système d'éducation à nos enfants d'aujourd'hui serait sans doute le plus merveilleux, pour toutes les personnes concernées : parents, élèves, professeurs, personnel de soutien et plus encore.../

La première chose serait de « ne pas étiqueter les enfants »! Ils devraient tous être au même niveau, qu'ils soient pauvres ou pas! /

Ne coupez pas dans les services, les aides offertes, comme psychoéducateur, orthopédagogue, etc. Les enfants en ont besoin! /

Donner plus de soutien aux enfants et aux parents. /

Offrir le dîner et des collations aux enfants, ça aiderait. /

Injecter plus d'argent dans l'école primaire et offrir des programmes enrichis pour les élèves doués. /

Je suis inquiète pour la qualité de la langue française, la culture générale et l'activité physique. /

Il faut être plus à l'écoute des parents.